

Critical Reflection

Publication écrite à la suite de la table ronde du 22 octobre 2013 intitulée

Jeunesse et mobilisation politique en Afrique de l'Ouest

Dr. Gnangadjomon Koné, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire),
Centre suisse de recherches scientifiques en Côte d'Ivoire

Introduction

Depuis que les printemps arabes ont redessiné la carte des mobilisations politiques, la problématique de la jeunesse et l'ordre politique se pose avec une acuité toute particulière. La « prise de la rue » par les jeunes en Tunisie ou en Égypte a contribué à renforcer l'image contestataire de la jeunesse et son rôle dans les changements sociaux. Ce « succès » de l'engagement des jeunes ne doit toutefois pas faire oublier le potentiel de violence que ces mobilisations contiennent. En effet, l'histoire récente de l'Afrique de l'Ouest a été marquée par des épisodes répétés de violence politique dans lesquels des jeunes ont joué un rôle central.

Dans ce contexte, plusieurs questions se posent. Qu'est-ce que « la jeunesse » ? Comment définir l'appartenance à cette catégorie sociale ? Comment comprendre l'irruption (ou le retour) des jeunes sur la scène politique ? Pourquoi cette mobilisation se fait parfois dans la violence ? Et comment peut-on convertir cette force de destruction en potentiel de paix et de stabilité ? Alors que le thème est toujours d'une brûlante actualité, le présent article se veut une réflexion critique et approfondie des discussions suscitées par la table ronde du 22 octobre 2013, orientée spécifiquement sur les résultats de notre thèse de doctorat. Cette dernière porte sur les « Jeunes patriotes », un vaste mouvement social essentiellement composés de jeunes urbains et ruraux qui ont farouchement défendu le régime

de Laurent Gbagbo (2002-2011) contesté par la rébellion armée du mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). L'enjeu de l'article est d'expliquer ce que signifie être « jeune » aujourd'hui en Afrique de l'Ouest et de décrypter les déterminants et logiques sociales qui sous-tendent la mobilisation politique de la jeunesse sur le continent. En vue d'élargir le champ de réflexion, nous prendrons, à la fin de l'article, l'exemple du mouvement *y'en a marre* au Sénégal dont la comparaison avec celui des « Jeunes patriotes » ivoiriens rend compte davantage des enjeux politiques de l'engagement de la jeunesse.

Que signifie être « jeune » en Afrique ?

La définition de l'état de jeunesse donne lieu généralement à des débats controversés. L'approche statistique démographique définit le jeune comme étant celui ou celle dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans. Cette conception biologique de la jeunesse est très peu pertinente en Afrique où, comme l'écrit Coquery-Vidrovitch¹, les personnes ayant atteint la cinquantaine sont jeunes si on compare leur âge

¹COQUERRY-VIDROVITCH Catherine (1992), les jeunes dans le passé et dans le futur du Sahel. In Hélène d'Almeida-Topor ; et Françoise Guitart (eds). Les jeunes en Afrique. Evolution et rôle (XIX-XX^e siècle) Tome 1. Paris, France L'Harmattan pp35-63

à celui des dirigeants des gérontocraties. La définition de la jeunesse en Côte d'Ivoire, comme partout ailleurs en Afrique, est arbitraire et inadaptée : le Ministère de la promotion de la jeunesse, des sports et loisirs du gouvernement d'Alassane Ouattara fixe l'âge de la jeunesse entre 16 et 35 ans. En raison notamment de l'importance des classes d'âge en Afrique, la conception de l'état de jeunesse diffère d'une société à une autre. Dans l'ensemble, l'âge a cessé d'être l'unique critère d'arbitrage de l'appartenance à la jeunesse. Face au caractère polysémique du terme, nous avons établi une définition opérationnelle de la jeunesse lors de nos recherches doctorales² en définissant la notion « jeune » à partir d'une sociologie profane. Nous avons ainsi posé, lors d'une discussion avec les membres des « Jeunes patriotes », la question suivante : qui est « Jeune patriote » et qui ne l'est pas ? Selon certains, le « Jeune patriote » est celui ou celle qui est âgé(e) d'au plus 35 ans. Le choix de cette tranche d'âge pour définir le « jeune » est en réalité motivé par le fait que 62% des leaders de ce mouvement avait 35 ans au moment de sa création en 2002. Au fil de la discussion, cette conception biologique du terme a vite été reléguée au second plan pour finalement considérer comme jeunes tous ceux que l'on retrouvait régulièrement dans les espaces de mobilisation patriotique appelés localement « agoras » ou « parlements ». Ici, l'âge biologique cesse d'être un critère pertinent d'appartenance à la catégorie « jeune ». Ce qui compte, c'est plutôt la fougue et la détermination dont on fait preuve dans la rue lors des manifestations politiques. Un homme âgé de plus de 50 ans peut ainsi être considéré comme étant plus jeune qu'un homme de 22 ans ne montrant aucun signe de courage et de vivacité sur les fronts de « guerres ».

Pourquoi les jeunes se mobilisent tant politiquement ?

Selon Paul Collier, économiste dont les conclusions des travaux continuent d'orienter les politiques d'intervention de la communauté

²L'ouvrage en cours de publication a pour titre : *La révolte des « porteurs de chaise ». Les « Jeunes patriotes », la guerre et le pouvoir en Côte d'Ivoire*

internationale en faveur de la paix et le règlement des conflits armés, l'engagement de la jeunesse dans la guerre civile est essentiellement motivé par la quête de biens d'ordre matériel. Cette approche économétrique a suscité de vives critiques dans les cercles académiques. Prétendant que la guerre civile ne peut intervenir sans la perception d'une inégalité entre groupes culturellement distincts, Frances Stewart a introduit la notion d'inégalités horizontales³. Avant Stewart et Collier, Ted Robert Gurr⁴ avait en outre développé l'hypothèse de la privation relative. Selon cet auteur, la violence politique prend corps en trois étapes : (1), le développement d'un mécontentement ; (2), la politisation de ce mécontentement et (3), sa transformation en action violente contre des acteurs et objets politiques.

Tout en prenant acte des thèses mentionnées ci-dessus, nous ajoutons que l'engagement des jeunes dans la violence est au cœur d'un processus complexe de luttes tant économiques que politiques. À titre d'exemple et d'un point de vue purement économique, l'adhésion massive de la jeunesse au mouvement « Jeune patriote » a été favorisée par le souvenir de l'État providentiel qui assure la promotion de tous. En effet, notre enquête sur les logiques individuelles de soutien des « Jeunes patriotes » à l'État a révélé que la grande majorité d'entre eux aspirait à une insertion socioprofessionnelle comme prime de la « défense de la patrie ». Le calcul rationnel qui sous-tendait le soutien de la quasi-totalité des « Jeunes patriotes » engagés dans la défense de l'État se fondait sur l'espérance de ne pas être abandonné par l'État par la suite. Mues par cette logique, des jeunes filles ont saisi le mouvement « Jeune patriote » comme une opportunité de contournement des barrières traditionnelles pour embrasser une carrière militaire. En combattant pour l'État au sein de groupes de milices armées, des milliers de jeunes aspiraient, avant tout, à être recrutés dans l'armée gouvernementale pour échapper au chômage en temps de paix. Devenir « Jeune patriote » intégrait également le prestige, la

³Frances Stewart (ed.) (2010), *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding group violence in multiethnic societies*. Palgrave Macmillan

⁴GURR Ted Robert (1960), *Why Men rebel*, Princeton University Press, New Jersey

confiance en soi et les stratégies d'affirmation sociale et de quête de la reconnaissance d'autrui.

Analysée dans sa trajectoire historique, l'émergence politique de la jeunesse ivoirienne lors de la guerre civile de 2002 apparaît comme une conséquence de la crise de l'État et de la réduction des emplois pour les jeunes. De 1980 à 1990, la Côte d'Ivoire a connu une période d'embellie économique appelée « miracle ivoirien ». Si cette époque fut marquée par un taux de croissance en termes réels supérieur à 7% par an, elle se caractérisa également par la création de sociétés d'État ainsi que la mise en œuvre d'une politique d'attribution de bourses d'études et de recrutement des diplômés d'université sur fond de mouvement d'ivoirisation⁵ des cadres. La mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), accompagnée par un déclassement accéléré de certaines catégories comme les employés de bureau, a cependant mis un terme à l'époque de l'État providence. Les PAS ont en effet contraint l'État ivoirien à une réduction drastique des recrutements à la fonction publique suivie du gel des salaires en vue d'une plus grande maîtrise de la masse salariale. Le secteur privé étant devenu incapable d'absorber les nouveaux demandeurs d'emploi éjectés du secteur public ou sortant du système éducatif, les itinéraires d'exclusion se sont multipliés. Le chômage, en augmentation progressive, a particulièrement affecté les jeunes dont l'insertion professionnelle n'était plus assurée ni par l'État, ni par l'école, ni par la famille. Toute la jeunesse ivoirienne a été frappée de plein fouet par le chômage y compris les individus issus du cycle scolaire et ceux ayant franchi le cycle supérieur. Face à cette longue déliquescence scolaire, les jeunes ont perdu l'illusion d'une promotion sociale pour tous par l'école, et, par la même occasion, les imaginaires sociaux de la réussite. Lorsque la guerre civile a éclaté en Côte d'Ivoire, la mémoire collective des jeunes avait déjà intériorisé et approprié l'épuisement du modèle de réussite par l'école. Cette désillusion a entraîné, de facto, la ruée de la jeunesse ivoirienne vers d'autres figures de réussite sociale. Parmi ces nouveaux modèles de réussite, le politicien semble occuper une place

privilegiée. La mobilisation des « Jeunes patriotes » se présente donc comme un indicateur observable d'une reconversion de la société, de la logique de « l'école à tout prix » à « la politique à tout prix ». La discographie de certains artistes locaux comme Garba50 et Billy Billy rendent d'ailleurs parfaitement compte de cette mutation. Face à la crise structurelle de l'école, les jeunes font désormais l'option de monnayer leurs talents en politique. Angoissée par l'absence d'ascenseur social, la jeunesse ivoirienne trouve en la politique une alternative pour affirmer son autonomie.

Doit-on continuer à confiner l'analyse des mobilisations politiques de la jeunesse dans une perspective de satisfaction de besoins matériels ? L'expérience des générations « jeune patriote » montre l'intérêt de prendre en compte la dimension politique que Paul Collier semble avoir négligé dans l'explication des engagements militants des jeunes. Mes recherches en cours de publication montrent en effet que la violence politique juvénile qui a fait surface à l'échelle du continent africain depuis la fin de la guerre froide semble aussi le reflet d'une tentative d'éternels « porteurs de chaises » ou des politiquement dominés pour s'affranchir du joug congénital des aînés enchaînés dans le fonctionnement des sociétés traditionnelles.

Les jeunes, ces générations politiquement dominées

L'Afrique présente le paradoxe d'être le continent dont la population est la plus jeune du monde mais qui est gouvernée par les dirigeants les plus vieux de la planète. En effet, dans ce continent où l'âge biologique est synonyme de sagesse, les jeunes, les femmes et les enfants ont longtemps été des catégories dépendantes et dominées. Des survivances de cet ancien mode de gouvernance persistent en raison de l'influence des réflexes gérontocratiques de gestion du pouvoir traditionnel sur les rapports politiques modernes. Au nom desdits réflexes, les patriarches des lignages contrôlent la distribution des terres et des biens. En conséquence, la jeunesse africaine est souvent invitée indéfiniment à attendre son tour ou à

⁵ Après l'indépendance, il a fallu former des cadres nationaux capables de remplacer l'élite coloniale en service dans l'administration.

reporter le calendrier des événements marquant son entrée dans la vie adulte.

Le pouvoir fort qu'exercent les aînés sur les cadets en Afrique contemporaine est repérable dans l'architecture hiérarchique des partis politiques généralement dirigés par un aréopage de barons et de militants des premières heures. Le fonctionnement du PDCI-RDA (le plus vieux des partis politiques en Côte d'Ivoire) est un archétype des modèles de rapports politiques hiérarchisés. Au sein de ce parti, dit-on, il existe une ligne imaginaire de démarcation entre militants anciens et les jeunes. Cette construction politique des anciens et des jeunes servirait, selon Toungara ⁶ de moyen facile pour les premiers de disqualifier les seconds au motif simpliste qu'ils seraient trop jeunes pour assumer des responsabilités. La dynamique au sein du PDCI-RDA est, en elle-même, un modèle achevé de la société ivoirienne qui, fait observer Akindès ⁷, fonctionne sur des mécanismes fortement hiérarchisés au point de faire des jeunes de simples agents au service des aînés. À preuve, dans la société baoulé du centre du pays, les aînés détiennent et contrôlent tout ce qui permet à la société de se perpétuer, à savoir la terre et les femmes. Certes, l'accès à une exploitation autonome pour le jeune Baoulé ne rencontre pas d'obstacle social sur le plan de l'accès à la terre. En revanche, lorsque celle-ci (la terre) est disponible, son accès doit s'accompagner d'un caractère marginal (distance, qualité). La lourde et longue domination des cadets sociaux par les aînés en pays baoulé a été décrite par Babo ⁸. A travers ses recherches, Babo montre, à partir d'une approche socio-anthropologique, que dans cette société baoulé, la construction sociale de la jeunesse s'appuie sur un temps souvent rallongé qui, rapporté au plan biologique, se situe entre 15 et 45 ans. Tout le long de cette jeunesse prolongée, les jeunes baoulé, poursuit Babo, n'exercent pas de responsabilités sociales et politiques dans le système traditionnel. Pour

nous, l'activisme politique des jeunes en Afrique devrait être aussi considéré comme une forme de révolte contre ces types particuliers de sociétés gérontocratiques où la jeunesse n'a de choix pour s'affranchir politiquement que d'user de la force.

L'activisme politique des jeunes, un moyen pour ravir le pouvoir aux aînés ?

Le rapport cadets/aînés n'est cependant pas aussi statique qu'on pourrait l'imaginer. Selon l'observation d'Akindès ⁹, la jeunesse ivoirienne déploie deux types essentiels de stratégies pour faire évoluer, voire renverser les relations de domination intergénérationnelle. D'un côté, on note ce qu'il a qualifié d'une forme de négociation en douceur qui n'emprunte guère la violence. De l'autre côté, il y a une forme plus violente qui, poursuit Akindès, emprunte le détour de la violence.

Considérés, le plus souvent, comme des instruments au service des élites politiques en compétition sur le pouvoir et les ressources, les jeunes ne sont pas pourtant des victimes passives d'une instrumentalisation politique. On assiste bien souvent à une double instrumentalisation : tout en se laissant instrumentaliser par les aînés qui leur offrent les ressources proportionnelles à leurs buts politiques, les jeunes rusent des missions qui leur sont confiées par lesdits aînés pour satisfaire des agendas privés. Les cas spécifiques des « Jeunes patriotes » ivoiriens et y'en a marristes sénégalais indiquent que les jeunes ne veulent plus être des victimes résignées de la manipulation des aînés. De même, ils n'entendent plus se contenter de capter une rente étatique. En Côte d'Ivoire tout comme au Sénégal, les jeunes sont plutôt en train de revendiquer une refonte des relations intergénérationnelles pour devenir eux-mêmes les détenteurs du pouvoir politique. Comment se présente cette nouvelle forme d'expression de la violence ? Mobilisés pour, entre autres, contrer la

⁶ Jeanne Maddox Toungara (1995). Generational Tensions in the Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, *African Studies Review*, Vol. 38(2), 11-38

⁷ Francis Akindès (dir.) (2011). Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence. Dakar, CODESRIA

⁸ Alfred Babo (2010), Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays baoulé (Côte d'Ivoire), Karthala

⁹ Francis Akindès (dir.) (2011). Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence. Dakar, CODESRIA

rébellion armée du MPCl, certains leaders des « Jeunes patriotes » ont usé de malice pour instrumentaliser les schismes nés des jeux complexes d'intérêt au sein de l'élite dirigeante pour poursuivre des objectifs personnels d'émancipation politique. Tout en donnant l'impression d'être instrumentalisés par le président Laurent Gbagbo et son entourage, de nombreux acteurs « Jeunes patriotes » avaient mis en place un parti politique déguisé dont ils alimentaient les activités à partir de la manne étatique acquise dans le cadre du soutien à la patrie. Par ailleurs, chacun des leaders de coalitions qui constituaient le grand mouvement « Jeune patriote » s'est posé dans le combat de soutien à l'État selon des calculs de promotion politique rapide. De même, les acteurs d'« agoras » et « parlements » abidjanais qui étaient censés maintenir la flamme patriotique chez les populations civiles et les rassurer de la justesse du « combat pour le maintien des institutions républicaines » ont insidieusement transformé leurs espaces en de véritables petites et moyennes entreprises (PME) où ils ont longtemps exercé le métier de patriote. Ces « agoraphiles » ont également inventé une somme de techniques regroupées sous l'appellation de « travaillements en esprit » qui leur permettaient de soutirer des dividendes aux aînés. Les combattants de milices patriotiques, appelés pour leur part au secours de la patrie pour « filtrer les entrées et sorties menant aux villes et villages de la partie sous le contrôle des forces gouvernementales », ont mis en place un nationalisme foncier. Au fil du temps, les chefs de milices en armes se sont saisis de ce nationalisme foncier comme un parapluie pour d'abord légitimer leur entrée, somme toute par effraction, dans la gouvernance de la terre et finalement dessaisir certains aînés de leurs droits coutumiers de gestion du foncier. Pendant une décennie de guerre civile, les dirigeants du pouvoir de Laurent Gbagbo et les « Jeunes patriotes » ont offert ce spectacle où les premiers qui croyaient manipuler les seconds pour maintenir leur pouvoir contesté ont été eux-aussi manipulés.

Quant aux jeunes du mouvement social sénégalais *Y en a marre*, rappelons qu'ils sont apparus au grand jour en janvier 2011 dans un contexte de mécontentement social marqué par

de nombreuses coupures d'électricité que connaissaient les Dakarois. Le 16 janvier 2011, le journaliste Cheikh Fadel Barro recevait ses amis d'enfance, les rappeurs du groupe Keur Gui quand Dakar fut plongé dans le noir à cause d'une coupure d'électricité. Dès lors, le journaliste a reproché à ses amis rappeurs de ne rien faire pour mettre fin à ces coupures intempestives si ce n'est des chansons. Les rappeurs rétorquent au camarade journaliste de se contenter d'écrire des articles. C'est de cette culpabilisation mutuelle que va naître le mouvement Y en a marre. Très rapidement, ils se sont organisés pour devenir une force politique qui prit part à la vaste fronde qui contraignit le président sortant, Abdoulaye Wade, à renoncer à son projet de modification de la Constitution. Les y'en a marristes se disent anti-Wade, pas pro-Macky Sall mais plutôt pour le Sénégal. En tant que mouvement social, Y'en a marre développe un ensemble d'idéaux qui s'appuient sur la conviction que l'Afrique de demain passera par un changement profond du système politique. La génération y'en a marre rêve d'enterrer les pères de l'indépendance pour que renaissent des Africains de valeur, de faire en sorte que la nouvelle génération change l'Afrique en se dressant contre des idoles politiques qui depuis plus de cinquante ans n'ont pas sorti le continent du sous-développement et de faire des 60% de la population que les jeunes représentent au Sénégal le moyen et la force de développement. La philosophie fondatrice de Y en a marre est de favoriser l'émergence d'un Nouveau Type de Sénégalais (NTS).

De toute évidence, le phénomène y'en a marre se présente comme une coalition des jeunes pour conquérir le pouvoir. À preuve, prétextant de vouloir « rester un rempart citoyen à toute tentative de mettre à mal la démocratie » ou de « demeurer la mauvaise conscience des politiques », les leaders de Y en a marre ont refusé un poste ministériel que leur avait attribué Macky Sall en guise de récompense du soutien politique. Dans l'histoire politique future du Sénégal, il n'est pas exclu que la génération Y en a marre réclame un Nouveau type de Président aux Sénégalais avec qui elle pourrait acquérir davantage de marges dans la gestion du pouvoir politique.

Conclusion

En nous appuyant sur l'analyse du positionnement politique des porteurs de ces deux mouvements sociaux contestataires au Sénégal et en Côte d'Ivoire, nous suggérons de comprendre l'engagement de la jeunesse dans la violence politique comme un cri du cœur contre un type d'ordre sociopolitique anciennement établi qui se caractérise par une forte domination politique des aînés sur les cadets sociaux. Autrement dit, ce qui, de notre point de vue, expliquerait la mobilisation des jeunes dans les conflits politiques en Afrique, ce n'est pas seulement la quête de biens matériels ou leur « avidité » mais aussi et surtout la recherche d'espaces d'autonomie ou de pouvoir. L'expérience de la mobilisation juvénile en Côte d'Ivoire durant la décennie de guerre civile qu'a traversée ce pays montre bien que sans être une cause première d'entrée dans la violence politique, le désir d'affirmation ou d'émancipation politique constitue un ferment de mobilisation de la jeunesse. Confinés traditionnellement dans un système social qui, selon Akindès¹⁰, ne fait d'eux que des agents sociaux au service des aînés, les jeunes semblent avoir désormais compris que la violence est un moyen privilégié pour affirmer leur place et leur rôle dans la société et prendre leurs distances par rapport aux aînés sociaux. De ce point de vue, la lecture de l'engagement belliqueux des jeunes en Afrique doit aller au-delà de l'explication économétrique avancée par Paul Collier et considérer le phénomène comme un moyen stratégique de renégocier les rapports de domination qui les lient aux aînés. L'expérience des « Jeunes patriotes » en Côte d'Ivoire montre en effet que les jeunes ne sont plus des victimes passives d'une manipulation mais qu'ils développent eux aussi des techniques pour instrumentaliser ceux qui croient les manipuler. L'activisme politique de la jeunesse n'est plus seulement le signe d'une révolte contre un type d'ordre social caractérisé par la domination des cadets par les aînés. Les « Jeunes patriotes » et les générations y' en a marre du Sénégal constituent l'illustration parfaite de ce nouveau registre de mobilisation des jeunes pour la prise du pouvoir par la force.

¹⁰ Francis Akindès (dir.) (2011). Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence. Dakar, CODESRIA

swisspeace

swisspeace is a practice-oriented peace research institute. It carries out research on violent conflicts and their peaceful transformation. The Foundation aims to build up Swiss and international organizations' civilian peacebuilding capacities by providing trainings, space for networking and exchange of experiences. It also shapes political and academic discourses on peace policy issues at the national and international level through publications, workshops and conferences. swisspeace therefore promotes knowledge transfer between researchers and practitioners. swisspeace was founded in 1988 as the Swiss Peace Foundation in order to promote independent peace research in Switzerland. Today the Foundation employs more than 40 staff members. Its most important donors are the Swiss Federal Department of Foreign Affairs, the Swiss National Science Foundation and the United Nations.

Center for Peacebuilding (KOFF)

The Center of Peacebuilding (KOFF) of the Swiss Peace Foundation swisspeace was founded in 2001 and is funded by the Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) and 45 Swiss non-governmental organizations. The center's objective is to strengthen Swiss actors' capacities in civilian peacebuilding by providing information, training and consultancy services. KOFF acts as a networking platform fostering policy dialogue and processes of common learning through roundtables and workshops.

Critical reflections

In its *critical reflection* publications, swisspeace and its guest speakers critically reflect on topics addressed at roundtables. They both make a note of the arguments put forward during the roundtables and carry on the discussion in order to encourage further debates.